

John Mearsheimer : l'Ukraine pourrait cesser d'exister — la victoire sordide à venir

Je vous prie de m'excuser pour le problème audio dans la version précédente de cette vidéo. Merci de votre compréhension. Le professeur John Mearsheimer est professeur distingué R. Wendell Harrison au département de science politique de l'Université de Chicago. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Achetez des produits dérivés : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous sommes le dix-sept septembre deux mille vingt-six, et nous avons le grand plaisir de recevoir le professeur John Mearsheimer, afin de mieux comprendre ce qui se passe dans la guerre par procuration en Ukraine. Merci donc de revenir dans l'émission. Comme toujours, c'est un plaisir, Glenn. Je devrais aussi vous souhaiter la bienvenue de retour aux États-Unis, puisque vous venez de rentrer d'un voyage en Russie. Bon, vous n'étiez évidemment pas sur la ligne de front à évaluer la situation militaire. Mais vous avez pu évaluer la situation sociale, ainsi que la stabilité économique et politique en Russie. Vous avez également pu parler avec certains dirigeants politiques. Si j'ai bien compris, vous avez aussi dîné avec le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et vous étiez assis en face de lui. Notre ami commun, Larry Johnson, m'a dit que vous n'aviez pas hésité à poser des questions difficiles. Je me demandais donc quel enseignement vous tirez de ce voyage, et comment vous voyez la situation dans son ensemble.

#John Mearsheimer

Eh bien, ce voyage comporte beaucoup d'aspects, et je ne peux pas tous les aborder en même temps. Mais je pense que l'économie russe se porte plutôt bien. Je pense que, dans les pays occidentaux, l'idée reçue est que les sanctions économiques n'ont pas fait autant de mal que nous l'avions pensé. Mais elles ont tout de même affecté les Russes de manière significative. Et la situation finira par se dégrader, d'une façon qui les conduira à faire de sérieuses concessions à la table des négociations. Donc, sur le plan économique, je n'ai vu aucun signe indiquant que la Russie est en difficulté. Et je n'ai parlé à personne qui m'ait dit que la Russie était en difficulté.

La seule véritable preuve que j'ai vue d'un effet négatif des sanctions sur la Russie, c'étaient des files d'attente dans plusieurs stations-service — ce que nous appelons ici, aux États-Unis, des « gas

stations ». J'ai vu des files de voitures dans différentes stations-service. Mais c'était la seule preuve que j'ai vue d'un pays affecté non seulement par la guerre, mais aussi par les sanctions. Et si vous vous promeniez un peu — j'étais dans deux villes, Moscou et Saint-Pétersbourg — si vous marchiez dans les rues, si vous entriez dans les magasins, les grands magasins, les pharmacies, les commerces de proximité, et ainsi de suite, la vie paraissait tout à fait normale. Ce n'était pas très différent d'une promenade en France, dans une ville comme Chicago ou comme New York.

Je pense que ces deux villes russes sont plus propres que les deux villes américaines que je viens de citer, et probablement plus sûres aussi. Mais à part ça, j'aurais pu me promener à Chicago ou à New York, et ça aurait paru très similaire. Et quand vous parlez de la guerre avec les gens, vous n'avez pas le sentiment qu'elle perturbe leur vie d'une manière significative. Cela ne veut pas dire que la situation dans ces deux villes est la même qu'à la campagne, évidemment. Plusieurs personnes m'ont dit que les habitants des zones rurales sont davantage touchés par la guerre que ceux qui vivent à Moscou ou à Saint-Pétersbourg. Mais je ne suis pas allé à la campagne, donc je n'ai pas vu de preuves de cela.

On pourrait déduire de ce commentaire que, sous la surface, il existe une profonde insatisfaction à l'égard du leadership de Poutine, et une profonde insatisfaction envers Poutine pour avoir entraîné la Russie dans une guerre qu'elle n'a pas réussi à gagner après plus de quatre ans. Mais je n'en ai vu aucune preuve. Je pense qu'il ne fait aucun doute que les élites politiques russes étaient, de manière générale, mécontentes de la façon dont Poutine menait la guerre, jusqu'à très récemment. Je pense que beaucoup de gens, au sein de l'élite russe de la sécurité nationale, estimaient que Poutine ne menait pas la guerre avec assez de vigueur, et qu'il devait vraiment retirer les gants et en finir avec cette guerre, une bonne fois pour toutes. Enfin, je pense que ce sentiment existe au sein de l'élite russe depuis longtemps. Et on en entend beaucoup parler. En Occident, nous en avons beaucoup entendu parler par le passé.

Mais il est tout à fait clair que, depuis un certain moment en juin, Poutine ne fait plus dans la demi-mesure. Et les Russes jouent désormais très dur avec les Ukrainiens. Ils ont intensifié leur campagne aérienne de manière très importante, et les preuves sont nombreuses. Les Russes sont déterminés à continuer cette escalade jusqu'à mettre l'Ukraine à genoux. Par conséquent, le mécontentement à l'égard de Poutine s'est pratiquement éteint, du moins autant que je puisse en juger, au sein de l'élite russe. Je ne vois donc aucun signe qu'il puisse y avoir un soulèvement, quel qu'il soit, contre Poutine. Qu'il soit écarté du pouvoir et qu'une nouvelle direction prenne les commandes en Russie. Personne à qui j'ai parlé — et j'ai parlé à beaucoup de gens — n'a même laissé entendre que ce soit une possibilité.

Il m'échappe peut-être quelque chose, qui peut l'affirmer avec certitude ? Mais je ne pense pas qu'il y ait, à l'heure actuelle, le moindre élément prouvant un sérieux mécontentement à l'égard de Poutine. Et d'ailleurs, si Poutine était écarté du pouvoir, ou s'il faisait demain une crise cardiaque massive et mourait, la personne qui le remplacerait serait très probablement un vrai dur. Quelqu'un qui serait enclin à mener la guerre en Ukraine de manière encore plus ferme que Poutine ne l'a fait,

et ne le fait encore aujourd'hui. Donc, l'idée que le départ de Poutine et l'arrivée d'un nouveau dirigeant conduiraient à quelqu'un de plus disposé à faire des concessions à l'Occident, je pense que c'est vivre dans un monde de rêve. Cela n'arrivera pas. Voilà quelques-unes de mes impressions. Mais je pense que cela ne fait qu'effleurer la surface.

#Glenn

Eh bien, c'est une remarque intéressante. Vous dites avoir vu les grandes villes, mais pas les zones rurales ni les petites villes. Il y a, je suppose, une logique historique : la plupart des pays cherchent à protéger les populations urbaines politiquement importantes des coûts visibles de la guerre, parce que c'est généralement là que les gouvernements sont les plus vulnérables. Cela dit, aucune donnée convaincante ne montre que la situation soit radicalement différente à la campagne par rapport aux villes. Mais c'est tout de même un point intéressant. J'ai simplement le sentiment qu'une partie du problème vient de la stratégie que nous avons aujourd'hui au sein de l'OTAN : mener ces frappes en profondeur en Russie, pour faire pression sur le Kremlin afin qu'il mette fin à la guerre. Enfin, le problème, à mon avis, c'est que nous définissons la fin de la guerre comme une capitulation russe.

En substance, tout s'effondre. Et vous savez, ça ne peut pas marcher si la Russie considère cela comme une menace existentielle. Je pense que notre définition repose sur l'idée qu'il ne s'agit que d'opportunisme militaire et d'expansionnisme russes, plutôt que d'une menace existentielle réellement perçue comme telle. Et je pense que l'opinion publique russe le voit aussi de cette manière, ce que l'OTAN a, en quelque sorte, contribué à renforcer ces dernières années. Donc, si nous faisons pression sur le Kremlin pour qu'il mette fin à la guerre, cela revient essentiellement à accroître la pression sur le Kremlin pour que, comme vous l'avez dit, il cesse de se retenir et devienne bien plus impitoyable dans sa conduite de la guerre. Je me demandais toutefois : votre entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov... est-ce qu'il a apporté de nouveaux éléments ? Quelque chose qui a influencé votre vision de la Russie ou de la guerre elle-même ?

#John Mearsheimer

Non, je pense que ma conversation avec Lavrov a essentiellement renforcé l'idée que je me faisais de ce qu'il pensait de la guerre avant que je le rencontre. Je pense que Lavrov est clairement un dur. Quand on lui parle, il est évident qu'il pense que la diplomatie avec l'Occident ne mènera nulle part. En fait, je pense que la plupart des Russes le comprennent aujourd'hui. Mon intuition, c'est qu'il le savait depuis longtemps. Il avait de vrais doutes sur ce qu'on pouvait faire pour mettre fin à cette guerre par la voie diplomatique, dans des négociations avec les États-Unis, et certainement avec les Européens. Et je pense qu'il tient à faire en sorte que la Russie obtienne un accord, ou que la Russie mette fin à cette guerre d'une manière... excusez-moi, qui laisse la Russie dans une position où elle est à l'abri d'attaques, de futures attaques venant de l'Ukraine et des Européens.

Je veux dire, je pense qu'il voit clairement, comme la plupart des Russes, les Européens et les Ukrainiens travailler main dans la main, et les Ukrainiens utiliser, de fait, l'Ukraine comme un bélier

contre la Russie. Et cela signifie que, pour des gens comme Lavrov, et j'imagine pour presque tous ses collègues au sein de l'élite russe, ce qu'il faut faire, c'est parvenir à un règlement qui affaiblisse considérablement l'Ukraine et la laisse dans une situation où elle ne puisse pas relancer la guerre ni nuire à la Russie. La Russie doit donc gagner cette guerre de manière incontestable. Et, chose très importante, je lui ai demandé — comme à presque toutes les personnes à qui j'ai parlé — comment ils envisageaient l'issue finale. Autrement dit, quels étaient les objectifs de la Russie pour mettre fin à la guerre ?

À quoi ressemblerait le règlement territorial ? Comment voyaient-ils l'État ukrainien résiduel qui resterait une fois les combats terminés ? Personne à qui j'ai parlé n'a voulu répondre à cette question. Et je pense que c'est en grande partie parce qu'ils ne le savent tout simplement pas. Je pense qu'il est très difficile de dire exactement comment cette guerre va se dérouler sur le plan militaire. Je veux dire, je pense que les Russes sont absolument convaincus qu'ils vont gagner. Je n'ai rencontré personne qui ne croyait pas que la Russie l'emporterait. Mais, comme tu le sais, Glenn, gagner peut vouloir dire beaucoup de choses. Qu'est-ce que cela signifie exactement, gagner ? J'ai essayé d'insister sur ce point. Et, comme je l'ai dit, on ne pouvait pas obtenir de réponse claire. Mais je ne pense pas que ce soit parce que les gens cherchaient à éluder la question. Il y avait peut-être un peu de ça.

Mais c'est simplement parce qu'on ne sait pas clairement quelle quantité de territoire ils peuvent prendre, ni à quel point ils peuvent laisser l'Ukraine affaiblie. Il me semble évident que la plupart des Russes comprennent que plus ils prennent de territoire, plus ils seront en sécurité à l'avenir. Autrement dit, s'ils prennent Odessa et transforment de fait l'Ukraine en pays enclavé, cela affaiblira fortement l'Ukraine sur le plan économique. Et cela l'affaiblira, à son tour, considérablement sur le plan militaire. Les Russes ont donc intérêt à prendre beaucoup de territoire. Et plusieurs personnes à qui j'ai parlé étaient d'accord avec cela. Il est également important de comprendre que les Russes considèrent que l'Ukraine doit être... ou plutôt, disons les choses autrement : l'État ukrainien résiduel qui restera après la fin de cette guerre, ou après la fin des combats, doit être un État faible et dysfonctionnel.

Il est tout simplement impossible qu'il y ait un État ukrainien puissant, parce qu'il représenterait alors une menace pour la Russie. D'autant plus que cet État ukrainien est susceptible de continuer à entretenir des relations étroites avec les Européens, et que les Européens voudront probablement continuer à utiliser l'Ukraine pour affaiblir la Russie. Donc, là encore, on voit clairement que les Russes ont intérêt à s'emparer de vastes territoires et à faire en sorte que l'État résiduel qui restera, ce qui restera de l'État ukrainien, soit faible et dysfonctionnel. Mais ce que les Russes doivent faire exactement, ou, pour le dire un peu autrement, ce qu'ils peuvent faire exactement pour que cela devienne réalité, c'est difficile à dire. Et je pense que c'est difficile à dire en grande partie parce qu'il est difficile de savoir exactement comment cette guerre va se dérouler sur le champ de bataille.

Nous observons cette guerre depuis longtemps maintenant, et les Russes progressent clairement sur le terrain. Mais ils ne progressent pas rapidement. Donc, pour prendre Odessa, s'emparer de toute la

région de Kharkiv, ou de quelques autres oblasts, les Russes doivent se retrouver dans une situation où leur armée peut conquérir beaucoup de territoire à un rythme relativement rapide. Et la question à soixante-quatre mille dollars, évidemment, c'est la suivante : est-ce possible ? Lorsque les Ukrainiens commenceront à s'effondrer sur le champ de bataille, les Russes seront-ils alors en mesure de prendre des villes comme Odessa, ou des oblasts comme celui d'Odessa ? Et je ne pense pas que quiconque puisse répondre à cette question avec certitude. Moi, en tout cas, je ne le peux pas.

Je ne sais pas exactement comment cette guerre va se dérouler sur le plan militaire. Mais je peux vous dire comment, à mon avis, leurs motivations s'articulent. Vous savez, Glenn, vous disiez très justement que les Russes considèrent l'Ukraine et l'OTAN, ainsi que cette alliance ukraino-européenne, comme une menace mortelle, ou existentielle. Il n'y a aucun doute là-dessus. Il suffit de revenir au célèbre mémo de Bill Burns, qu'il avait écrit à Condoleezza Rice au début de l'année deux mille huit, avant le tristement célèbre sommet de l'OTAN, où l'OTAN avait déclaré qu'elle intégrerait l'Ukraine à l'Alliance. Burns avait clairement indiqué qu'il avait parlé à de nombreuses personnes au sein de l'élite russe. Et pratiquement toutes avaient clairement affirmé que l'Ukraine et l'OTAN représentaient une menace existentielle.

Rien n'a changé à cet égard. Et en fait, compte tenu de l'incursion de l'Ukraine dans la région de Kursk, en Russie mère, en août deux mille vingt-quatre, puis plus tard, à l'été deux mille vingt-cinq, lorsque les Ukrainiens ont frappé l'un des piliers de la triade nucléaire stratégique russe, l'élite russe ne doute pas qu'une Ukraine dans l'OTAN, ou même une Ukraine ayant des liens étroits avec l'Europe, représente une menace existentielle. Et donc, l'incitation à fortement affaiblir l'Ukraine et à s'emparer de vastes territoires est clairement là. Mais encore une fois, la question de savoir si la capacité existe réellement ne me paraît pas claire. Et je ne pense pas qu'elle le soit pour qui que ce soit à qui je parle.

#Glenn

Eh bien, je pense que l'état d'esprit a changé en Russie au fil des années. Je me souviens y être allé en deux mille vingt-deux, après l'invasion russe. J'étais à Saint-Pétersbourg, à Moscou, mais aussi à Vladivostok. Et beaucoup de gens me donnaient l'impression qu'ils se disaient peut-être être tombés dans un piège. Car toute l'idée consistant à envoyer simplement des troupes et à obtenir des Ukrainiens un accord de neutralité, de toute évidence, s'était effondrée. Ils se retrouvaient alors dans une situation où ils pouvaient être saignés à blanc sur une longue période. Mais en deux mille vingt-quatre, quand j'y suis retourné, parce que, là encore, nous rencontrons habituellement certaines figures de premier plan, comme Lavrov et d'autres, soudain, on pouvait sentir la confiance dans la pièce. Les choses étaient désormais assurées. La guerre était, pour l'essentiel, gagnée de manière certaine. Ce n'était plus qu'une question de temps.

Mais si l'on se projette en deux mille vingt-six, on a maintenant l'impression qu'ils veulent y mettre fin avant que cela ne débouche sur une guerre directe avec l'OTAN, parce que, manifestement, ça s'

intensifie. Et à un moment donné, nous serons en guerre. C'est-à-dire que l'OTAN sera en guerre avec la Russie. Et alors, personne ne peut prédire jusqu'où cela ira. Il n'y aura aucun contrôle de l'escalade, j'imagine. Mais compte tenu de cela, vous avez dit que les Russes devraient accélérer le rythme de la guerre. Et on voit déjà que la position ukrainienne devient plus difficile. Voyez-vous une nouvelle escalade de la part des Russes, pas nécessairement contre l'OTAN, mais contre les Ukrainiens, avec l'emploi de moyens plus durs, une plus grande acceptation des dommages collatéraux ? Comment voyez-vous les choses ?

#John Mearsheimer

Eh bien, je pense que cette guerre comporte en quelque sorte deux dimensions. La première, c'est le champ de bataille : ce qui se passe au sol, sur les lignes de front. Quand j'étais dans l'armée, on appelait cela la FEBA, la limite avancée de la zone de combat. La question est donc la suivante : que se passe-t-il là où les armées adverses s'affrontent directement ? Et que se passe-t-il dans la guerre aérienne ? Mon impression, c'est que ce qui a vraiment changé, et ce qui donne beaucoup de confiance aux Russes, tout en faisant pratiquement taire les critiques contre Poutine, c'est que les Russes ont modifié leur politique concernant la guerre aérienne depuis juin. Ils estiment que ce changement de politique a un effet important sur le champ de bataille. Et il a aussi un effet important sur l'état de l'économie ukrainienne, indépendamment de ce qui se passe sur le champ de bataille.

Et laissez-moi en dire un peu plus à ce sujet. Cet été, les Russes ont commencé, pour la première fois, à s'en prendre aux ports de la mer Noire dont les Ukrainiens dépendent fortement. Ils les ont fermés et ont, de fait, transformé l'Ukraine en pays enclavé. Et ils y sont parvenus. Il n'y a aucun doute là-dessus. Je le savais avant de me rendre en Russie, et vous et moi en avons déjà parlé, bien sûr. Mais il est très important de comprendre que cela compte réellement. D'abord, parce que cela a eu des effets énormes sur l'économie ukrainienne. Ensuite, parce que beaucoup d'armes arrivaient par la mer Noire, et que cette voie est désormais coupée. Donc, transformer l'Ukraine en pays enclavé n'a pas seulement eu des conséquences économiques. Cela a aussi eu des conséquences militaires.

L'autre chose que les Russes font avec leur guerre aérienne, c'est qu'ils s'en prennent aux infrastructures énergétiques. À ce stade, ils ont décidé de détruire l'ensemble des infrastructures énergétiques en Ukraine. Par le passé, ils en ont détruit environ quatre-vingts pour cent. Mais les Ukrainiens ont effectué beaucoup de réparations. Selon certaines estimations que j'ai entendues, environ cinquante pour cent du réseau énergétique ukrainien d'avant-guerre fonctionnait encore ces derniers temps. Eh bien, les Russes sont maintenant déterminés à le démolir, à détruire complètement le réseau énergétique. Et cela aura d'énormes conséquences, à l'approche de l'hiver. En plus de cela, et c'est très important, les Russes indiquent clairement qu'ils détruisent d'autres types d'infrastructures économiques, mais aussi les infrastructures militaires du pays, celles qui sont liées à ce qui se passe sur la ligne de front.

Autrement dit, ils détruisent les routes. Ils détruisent les stations-service. Ils détruisent les voies ferrées. Ils détruisent les locomotives. Ils rendent de plus en plus difficile le ravitaillement des forces ukrainiennes sur la ligne de front. Ils essaient, autant qu'ils le peuvent, de couper les forces ukrainiennes de première ligne de leur réseau de soutien, de leur réseau logistique situé à l'arrière. Donc, ce qu'on voit ici, c'est qu'ils font tout leur possible pour détruire l'économie ukrainienne. Et, bien sûr, une armée repose sur une base économique. L'un des piliers de la puissance militaire, c'est la puissance économique. Et ce qui se passe ici, c'est que les Russes détruisent cette base économique.

Revenons à ce que j'ai dit sur le fait de couper l'accès de l'Ukraine à la mer Noire, pour en faire un pays enclavé. Pensez aux bombardements des infrastructures économiques dans tout le pays. Cela a des conséquences sur l'économie ukrainienne et sur sa capacité à constituer des forces militaires et à les approvisionner. Mais, au-delà de ça, comme je l'ai dit, ils s'en prennent aussi aux infrastructures militaires. Ils ciblent les infrastructures qui ont un effet direct sur ce qui se passe sur le champ de bataille. Et cela remonte même à la mer Noire, parce que, comme je l'ai dit auparavant, du matériel militaire arrive, ou arrivait, en Ukraine par la mer Noire.

Ce n'est plus le cas. Et ils détruisent aussi le réseau de soutien de ces forces en première ligne. La guerre aérienne a donc un effet considérable sur ce qui se passe au front, d'une manière qui n'était pas le cas avant juin de cette année, juin deux mille vingt-six. Et, encore une fois, les critiques de Poutine disent que cela aurait dû être fait bien plus tôt. Nous avons trop attendu. Les ports de la mer Noire auraient dû être fermés depuis longtemps. Mais mieux vaut tard que jamais. Et cela ne sert à rien de se plaindre maintenant, car Poutine soutient pleinement cette ligne. Il n'y a aucune divergence. Aucune divergence entre Poutine et ses collègues les plus bellicistes.

Mais l'effet de tout cela, l'effet de tout cela, c'est de nuire aux efforts de l'Ukraine sur le champ de bataille. C'est de rendre plus difficile le maintien de ses positions sur le champ de bataille. Il y a aussi un autre aspect dont il vaut la peine de parler. Vous avez sûrement vu cette information qui est sortie pendant que j'étais en Russie : l'Ukraine dit qu'elle est à court d'argent et qu'elle a besoin de vingt-sept milliards de dollars supplémentaires. Et cela, bien sûr, a choqué les Européens. Mais ce n'est guère surprenant, étant donné que les Russes sont en train de détruire l'économie ukrainienne. Et à mesure que cela continue, les Ukrainiens auront naturellement besoin de davantage d'argent de la part des Européens.

Le problème, c'est que les Européens ont déjà donné à l'Ukraine une somme énorme d'argent. Et dans une situation comme celle-là, quand les Ukrainiens viennent demander vingt-sept milliards de dollars supplémentaires, les Européens commencent à se dire : « Ce n'est probablement pas possible politiquement, ou peut-être même pas possible économiquement. » Et si vous dites cela aux Ukrainiens, vous leur dites en substance : « Nous ne pouvons vraiment plus financer la guerre, du moins pas comme nous l'avons fait jusqu'à présent. » Et cela aura des conséquences dévastatrices pour les Ukrainiens. Et si vous comparez la situation ukrainienne à la situation russe, vous voyez qu'elle est fondamentalement différente. Et qu'est-ce que je veux dire par là ?

Comme je vous l'ai dit, quand on va en Russie, on ne voit pratiquement aucun signe — du moins en apparence et en parlant aux gens — que l'économie russe ait été durement touchée par cette guerre et par les sanctions. Je suis sûr que certains problèmes importants ont été créés. Je ne veux pas faire preuve d'un optimisme béat, mais rien ne montre vraiment que l'économie russe soit en difficulté. Et en même temps, les Russes ne reçoivent pas d'importantes injections d'argent de la part de qui que ce soit. Ils sont pour ainsi dire livrés à eux-mêmes. Et ils disposent de cette énorme base industrielle. Ils produisent des quantités massives de missiles, d'obus d'artillerie, et ainsi de suite. Puis, quand on passe de l'autre côté et qu'on regarde les Ukrainiens, ils sont désespérés.

Ils reçoivent toutes sortes d'armes de l'Occident. Ils ont besoin de missiles Patriot, et ils n'arrivent pas à en obtenir. Alors, les Russes les pilonnent, en gros, avec des missiles balistiques, des missiles de croisière et des drones. Les Ukrainiens ne peuvent pas se défendre. Les Américains et les Européens ne peuvent pas vraiment les aider. Et ils sont à court d'argent. Ils dépendent fortement d'importantes injections de liquidités chaque année. On voit donc que l'Ukraine est réellement dans une situation désespérée. Et nous n'avons même pas encore parlé de ce qui se passe sur le champ de bataille. Selon presque tous les témoignages, les Ukrainiens ont du mal à tenir sur la ligne de front, tout simplement parce qu'ils n'ont pas assez d'hommes. Et il y a d'importantes brèches sur le front, que les Russes sont capables d'exploiter.

J'ai parlé à un bon nombre de personnes de toute cette question, de ce qui se passe sur la ligne de front. Et tout le monde dit — et c'est vrai, je pense que c'est une évidence aujourd'hui — que les drones sont le sauveur de l'Ukraine. Je ne parle pas des attaques de drones à longue portée en Russie. Je parle des drones sur le champ de bataille. Plusieurs personnes m'ont dit, et je le pensais déjà avant de m'y rendre, que sans les drones, cette guerre se serait terminée il y a deux ou trois ans. Les drones ont permis aux Ukrainiens de rester dans le combat. Mais le problème, c'est qu'il y a de vraies limites. Car de nombreux éléments montrent que les Russes commencent, de manière sérieuse, à démanteler les défenses ukrainiennes. Pardon... oui, les défenses ukrainiennes.

Et les Ukrainiens ne peuvent pas faire grand-chose pour arranger la situation. Ils ont un énorme problème de désertions. Ils ont un énorme problème d'évitement de la conscription. La population... Ioulia Mendel, l'ancienne attachée de presse de Zelensky, a publié un article dans lequel elle disait que la population de l'Ukraine aujourd'hui représente la moitié de ce qu'elle était lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance. La moitié. Elle estime qu'elle se situe quelque part entre vingt et vingt-cinq millions de personnes. C'est choquant. Elle a ensuite déclaré que la moitié de ces personnes étaient à l'âge de la retraite. Elle a aussi dit qu'en Ukraine, il meurt quatre fois plus de personnes qu'il n'en naît. Ce sont des statistiques stupéfiantes. Et ce ne sont pas mes statistiques. Elles viennent d'Ioulia Mendel, qui était l'attachée de presse de Zelensky.

Et je n'ai vu personne réfuter ces chiffres. Donc, quand on pense à l'Ukraine et à sa position sur le champ de bataille, qu'on commence à réfléchir à ces chiffres, puis qu'on ajoute le problème des désertions — ou ce que nous appelons, dans l'armée américaine, le problème des absences sans

permission — et qu'on pense au problème de l'évitement de la conscription, à tous ces jeunes Ukrainiens qui se trouvent dans d'autres pays d'Europe parce qu'ils ne veulent pas être entraînés dans les combats, on voit bien que l'Ukraine n'est pas en position de gagner cette guerre, et que les Russes vont l'emporter. Ce sera une victoire laide. Et encore une fois, il est difficile de dire en quoi consistera cette victoire.

#Glenn

Oui, eh bien, Yulia Mendel, l'ancienne porte-parole de Zelensky, devait prononcer un discours, je crois que c'était hier, au Parlement européen. Elle avait été invitée à prendre la parole. Et, à la dernière minute, le Parlement européen lui a interdit d'entrer parce que, vous savez, elle critique désormais Zelensky. Donc, ils ne veulent tout simplement pas l'entendre. C'est comme ça pour tous ces taux de pertes effroyables, tous les récits qu'ils ont construits. Vous savez, ce n'est ni agréable ni commode que l'ancienne porte-parole de Zelensky arrive et y fasse une brèche. Alors ils défendent ce récit jusqu'au bout, au point de lui interdire l'entrée. C'est tout à fait extraordinaire. Est-ce que je peux dire quelque chose, Lenny ?

#John Mearsheimer

Vous savez, vous et moi venons de parler — enfin, c'est surtout moi qui ai parlé, évidemment — de ce qui se passe sur le champ de bataille et dans la guerre aérienne : qui va gagner, et à quoi va ressembler le règlement final. Mais si l'on regarde l'article de Yulia Mendel que je citais, ce qu'elle dit — et je pense que c'est vrai — c'est que l'Ukraine est en train de commettre un suicide national. Cela va bien au-delà de la victoire ou de la défaite. On peut perdre une guerre, puis, avec le temps, se remettre de cette défaite. Cela arrive constamment en politique internationale, comme vous et moi le savons tous les deux. Mais elle parle de quelque chose de très différent. De bien plus inquiétant. De profondément inquiétant. Elle parle de la mort de l'Ukraine.

Elle parle d'un suicide national. Et quand on commence à regarder les chiffres... Vous savez, j'ai déjà dit dans cette émission, et dans d'autres, que certains ont affirmé par le passé que l'Ukraine traversait une spirale démographique mortelle, ou qu'elle était prise dans une telle spirale. C'est essentiellement ce qu'elle dit : depuis que l'Ukraine a obtenu son indépendance, sa population a été divisée par deux. Et ce n'est pas si ancien que ça. Si mes souvenirs sont exacts, c'était en mille neuf cent quatre-vingt-onze. Ce n'était pas il y a si longtemps. Et depuis, la population a été réduite de moitié. Vous avez entre vingt et vingt-cinq millions d'habitants, et elle dit que la moitié est à l'âge de la retraite. Qu'est-ce que ça vous indique ? Et ensuite, elle dit qu'il y a chaque jour quatre fois plus de décès que de naissances. C'est une catastrophe.

Et si l'on considère l'ensemble du territoire qu'ils risquent de perdre, vous et moi étions d'accord pour dire qu'il est difficile de déterminer exactement quelle étendue de territoire ils vont perdre. Mais ils ont déjà perdu vingt pour cent de leur territoire, et ils vont très certainement en perdre encore une partie. Ils pourraient finir par devenir un pays enclavé. Les Russes auront tout intérêt à

maintenir cet État aussi dysfonctionnel que possible, indéfiniment. Et son économie a été dévastée. C'est une catastrophe. Et il est vraiment très important que nous le comprenions. Et je veux souligner, Glenn, que les gens qui sont de l'autre côté de ce débat, par rapport à vous et moi, ceux qui ont encouragé et soutenu la poursuite de cette guerre parce qu'ils voient l'Ukraine comme un bélier à utiliser contre la Russie, afin d'affaiblir la Russie, portent une très lourde responsabilité dans ce qui arrive à l'Ukraine. Et encore une fois, c'est bien plus que simplement perdre sur le champ de bataille. C'est, comme le souligne Mendel, un suicide national.

#Glenn

C'est pour ça que, oui, j'ai été très critique envers cette réticence à conclure un accord avec la Russie qui rétablirait la neutralité de l'Ukraine. Parce que, comme vous l'avez dit, quelle est l'alternative ? Comme vous l'avez dit, la logique des incitations pour la Russie est claire, désormais. Si elle pense qu'à l'avenir, l'Ukraine pourra continuer à être utilisée par l'OTAN comme un bélier, alors, si vous étiez à la place de la Russie, que recommanderiez-vous ? Vous recommanderiez probablement de reprendre tous les territoires historiquement russes, pour qu'ils ne puissent pas être utilisés par l'OTAN, et de détruire le reste afin qu'il ne puisse pas, en substance, devenir une puissante masse d'armes ou un poignard, quelle que soit l'analogie qu'on préfère. Mais, vous savez, ça va au-delà de ça.

C'est aussi, vous savez, ce qu'il reste aujourd'hui de la population ukrainienne. La majorité d'entre eux veulent des négociations. Mais si vous écoutez les dirigeants européens, ils disent : « Non, non, non, ce serait une capitulation. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine. Nous ne parlerons même pas aux Russes. » Et, de fait, ils vont à Kyiv et ils poussent l'Ukraine à commencer à mobiliser les femmes, parce qu'ils ont épuisé les hommes ukrainiens. Je veux dire, tout devient tellement sombre. Et tout cela sous la bannière : « Nous sommes aux côtés de l'Ukraine. » Je veux dire, c'est tellement cynique. Et comme vous l'avez dit, après cela, il ne sera peut-être même pas possible de se relever. Cela pourrait être la mort d'une nation entière. C'est... je veux dire, c'est très sombre. Et c'est justement pour ça qu'on pourrait penser que personne ne veut vraiment cela : la mort de tout un peuple.

Je veux dire, ce n'est pas bon pour les Européens. Ce n'est pas bon, évidemment, pour l'Ukraine. Ce n'est pas bon pour la Russie. Ce qu'il faut, c'est quelque chose qui ressemble à la stabilité. Encore une fois, les Russes ont aussi dit : « Nous voulons retrouver un voisin normal. Un voisin qui accorde aux russophones, aux Russes ethniques, les mêmes droits, qui autorise la langue russe, l'Église orthodoxe, et qui n'utilise pas son territoire comme ligne de front. » Je veux dire, si l'on pouvait retirer à l'Ukraine ce statut de ligne de front d'une Europe divisée, pour en faire une zone tampon neutre, on pourrait sauver la nation. Mais, comme je l'ai dit, les Européens ne veulent même pas parler avec les Russes. Pour les Américains, je ne sais pas. En fait, j'allais vous poser la question, mais vous alliez dire quelque chose.

#John Mearsheimer

Oui, je vais dire quelque chose sur les Américains et sur le point général que vous venez de soulever : l'importance de régler ce conflit le plus tôt possible, plutôt que plus tard. Une chose que j'ai apprise en parlant avec Lavrov, mais aussi avec d'autres personnes : Lavrov a longuement évoqué ce qui s'est passé à Anchorage. J'avais longtemps pensé que les informations selon lesquelles la Russie avait accepté un accord de compromis à Anchorage n'étaient probablement pas vraies. Je pensais que les Russes exigeraient d'obtenir l'ensemble des territoires que Poutine avait réclamés dans sa célèbre déclaration de juin deux mille vingt-quatre. Mais Lavrov a dit qu'après l'arrivée de Trump au pouvoir, en janvier deux mille vingt-cinq, Witkoff avait commencé à venir à Moscou, comme nous nous en souvenons tous. Et Witkoff est arrivé avec une proposition. Il a longuement discuté de cette proposition avec Poutine.

Et la proposition prévoyait que les Russes fassent des compromis. Le plus important, c'était qu'ils acceptent de geler les lignes de front à Kherson et à Zaporijjia là où elles se trouvaient. Cela impliquait que, même si les Russes avaient annexé l'ensemble des régions de Kherson et de Zaporijjia, ils n'avaient pas conquis la totalité de ces deux oblasts. Ils accepteraient donc que la ligne, dans ces deux oblasts, soit tracée là où se situait le front à ce moment-là. Les Russes feraient donc des concessions territoriales concernant Zaporijjia et Kherson. Et les Ukrainiens se retireraient de l'ensemble du Donbass, c'est-à-dire des deux oblasts qui le composent. C'était la contrepartie : les Russes ne prendraient pas la totalité de Kherson ni la totalité de Zaporijjia. C'était l'accord.

Et il y avait toutes sortes d'autres éléments. Et les détails devaient évidemment être réglés, Glenn. Cela ne faisait aucun doute. Mais quoi qu'il en soit, Witkoff et Poutine avaient, en pratique, conclu un accord, ou du moins défini les grands paramètres d'un accord, avant Anchorage. Et le but d'Anchorage, c'était que Poutine et Trump se rencontrent pour parler de l'accord, se serrer la main et reconnaître qu'ils avaient, pour l'essentiel, un accord. Encore une fois, les détails restaient à régler. Et selon Lavrov et d'autres, c'est ce qui s'est passé à Anchorage. Les Russes pensaient avoir fait des compromis et avoir conclu un accord. Et Trump pensait la même chose. Donc, je pense qu'il est clair que les Russes pensaient être, globalement, sur la même longueur d'onde que Trump et Witkoff, et qu'ils étaient sur le point de parvenir à un règlement.

Mais comme Poutine l'a clairement fait comprendre à Trump, et comme Trump l'a parfaitement compris, un accord entre eux deux ne valait rien sans l'adhésion des Ukrainiens et des Européens. Et Trump a assuré à Poutine qu'il pouvait obtenir l'accord des Ukrainiens et des Européens. Mais, comme nous le savons tous, cela ne s'est pas produit. Trump a laissé passer sa chance. Et l'une des conséquences, d'ailleurs, c'est que je pense que les Russes n'ont absolument aucune confiance dans la diplomatie américaine. Je pense qu'ils n'ont aucune confiance en Witkoff, en Kushner désormais, ni en Trump non plus.

Je pense que les Russes comprennent que cette guerre doit se régler sur le champ de bataille. Les Américains ne peuvent pas la régler. Mais le point que je veux souligner, Glenn, et qui rejoint ce que vous disiez, c'est que les grandes lignes d'un accord étaient déjà là, à Anchorage, en août deux mille

vingt-cinq. La situation est assez comparable à celle d'Istanbul, en mars et avril deux mille vingt-deux. Mais voilà ce qui se passe : les Européens et Zelensky s'opposent catégoriquement à l'accord que Witkoff, Trump et Poutine avaient, de fait, élaboré avant et pendant le sommet d'Anchorage.

Et tout ce que je dirais, c'est que les Ukrainiens auraient été bien mieux lotis en acceptant les conditions d'Anchorage — si ma description de ces conditions est exacte — plutôt qu'en poursuivant la guerre. Tout comme ils auraient été bien, bien mieux lotis en acceptant l'accord qui était en cours de négociation à Istanbul. Et encore une fois, je tiens à être clair : l'accord d'Istanbul n'avait pas été finalisé, et il est possible qu'il n'aurait jamais abouti. Mais nous ne saurons jamais avec certitude si un accord aurait pu être conclu, parce que les Ukrainiens se sont retirés. Et bien sûr, les Ukrainiens et les Européens se sont retirés de l'accord d'Anchorage, et la guerre continue. La question qu'il faut se poser, c'est la suivante : est-ce bon pour l'Ukraine, ou est-ce que cela aggrave une situation déjà mauvaise ?

Ou laissez-moi le dire autrement. Est-ce que cela rend une situation horrible encore plus horrible ? Et la réponse est oui. C'est donc vraiment assez remarquable, quand on regarde ce qui s'est passé tout au long de cette guerre, de voir à quel point l'administration Biden, puis les Européens et les dirigeants ukrainiens, ont été maladroits dans leur façon d'envisager la fin de ce conflit. C'est vraiment stupéfiant. Et Trump, à son crédit, avait, je pense, les bons instincts. Je pense que lui et Witkoff avaient les bons instincts. Mais, sur le plan diplomatique, ils ont été d'une maladresse désarmante. Trump n'a tout simplement pas réussi à rallier les Européens et les Ukrainiens. En fait, il n'a même pas été près d'y parvenir. Et c'est tragique pour les Ukrainiens.

#Glenn

J'allais dire : eh bien, on peut soutenir que l'accord... s'ils n'avaient pas conclu Anchorage, l'accord qu'ils avaient avant... Moi, je dirais que Minsk était encore meilleur. Et on peut remonter plus loin. On peut dire que l'accord conclu avec Ianoukovitch, en deux mille quatorze, pour un gouvernement d'union nationale, aurait été encore meilleur. Donc voilà, ces accords terribles. Ils ont ignoré l'accord qu'ils avaient avec Ianoukovitch pour un gouvernement d'union nationale. Puis on se retrouve dans cette crise, et il y a l'accord de Minsk. Ils l'ont ignoré. Ensuite, il y a un accord d'Istanbul, qu'ils ignorent aussi. Puis il y a Anchorage.

Et à chaque fois, ça empire, encore et encore. Et la prochaine fois qu'ils s'assièront avec les Russes — Anchorage deux point zéro — ce ne sera plus le même accord. À ce moment-là, évidemment, les Russes contrôleront déjà une bien plus grande partie du Donbass et de Zaporijjia. Ils en auront beaucoup plus. Ils auront peut-être même pris la principale ville. Et ils auront aussi étendu leur présence à Kharkiv, à Soumy, et probablement bientôt à Tchernihiv également. Donc, ça ne fait qu'empirer. Et puis, bien sûr, ils pourraient aussi exiger un changement de régime à Kiev. Je ne comprends donc pas pourquoi ils continuent de repousser le problème.

S'ils savent ce qui se passe réellement sur le terrain, je comprends qu'ils doivent vendre la guerre au public en disant : « Nous gagnons, nous gagnons », pour que le public continue d'accepter qu'on y consacre toutes ces ressources, alors même que la situation est si catastrophique dans le pays. Mais ces politiciens... est-ce qu'ils croient maintenant à leurs propres mensonges ? Parce que, vous savez, on voit bien où tout cela mène, et il n'y a aucun changement de cap. Personne ne tire sur le frein, là. C'est stupéfiant, pour moi. Mais encore une fois, cela fait si longtemps qu'on regarde ce désastre se poursuivre. Encore une fois, je ne sais pas comment l'expliquer. Oui, désolé.

#John Mearsheimer

Je veux juste ajouter un point, Glenn, parce que je ne veux pas l'oublier. Quand j'étais en Russie, j'ai parlé à plusieurs personnes. Je leur ai demandé, en quelque sorte, comment elles percevaient les Américains comme adversaires, les Européens comme adversaires, et les Ukrainiens comme adversaires. Vous voyez, quelle est l'intensité de la haine, de l'aversion ? Parce que, comme vous le savez, chaque fois que deux pays entrent en guerre, sous l'effet du nationalisme, ou parfois de la religion, ils finissent par se détester avec une intensité difficile à mesurer.

Permettez-moi simplement de dire que, s'agissant des Américains, je pense que la plupart des Russes n'éprouvent pas beaucoup d'animosité à leur égard. C'est ce que m'ont dit les Russes à qui j'ai parlé. Ils n'ont pas beaucoup d'animosité envers les Américains, et surtout envers l'administration Trump. Je pense qu'ils estiment que Trump et Witkoff, comme je l'ai dit, ne sont pas capables de mener une diplomatie efficace. Ils les considèrent comme des incapables. Mais il n'y a pas d'hostilité profondément enracinée envers les États-Unis. L'hostilité profonde que l'on constate vise les Européens, surtout les Britanniques, mais aussi les Allemands, désormais. Friedrich Merz n'est pas bien vu en Russie, c'est le moins qu'on puisse dire.

#Glenn

En Allemagne non plus, il n'est pas perçu favorablement, mais désolé.

#John Mearsheimer

C'est exact. C'est exact. Mais les Européens sont les véritables méchants. Mais je veux parler des Ukrainiens, parce que c'est très intéressant. Presque toutes les personnes à qui vous parlez soulignent qu'elles ont des proches en Ukraine, ou qu'elles sont d'origine ukrainienne. Pour reprendre une expression que je n'aime pas, elles ont du sang ukrainien. Mais quand on parle aux gens, on ressent très fortement qu'il y a eu, au fil du temps, un important mélange entre Ukrainiens, Ukrainiens de souche et Russes de souche. Ce qui veut dire que beaucoup de Russes ne détestent pas vraiment les Ukrainiens comme on pourrait s'y attendre. Vous savez, chaque fois que deux pays se font la guerre, ou ont un passé de conflits, ils se détestent généralement très intensément. Pensez à la façon dont les Polonais voient les Russes, aux relations entre la Pologne et la Russie.

Pensez aux relations entre la Pologne et l'Ukraine dans le passé. Pensez aux relations entre l'Allemagne et la Pologne, et ainsi de suite. Aux relations franco-allemandes. On pourrait continuer longtemps. Mais, en Russie, c'est différent. Encore une fois, je ne veux pas faire preuve d'un optimisme naïf. Mais, quand on parle aux gens, on n'a pas le sentiment qu'il existe une haine intense envers les Ukrainiens. Beaucoup de ces Ukrainiens sont d'origine russe. Et beaucoup de Russes vivant en Russie ont, d'une manière ou d'une autre, des origines ukrainiennes. Et si j'en parle, c'est parce que, en discutant avec les gens, je me disais qu'il devrait être possible de trouver une forme de modus vivendi raisonnable entre la Russie et l'Ukraine, étant donné que les Russes ne haïssent pas les Ukrainiens, loin de là, autant qu'on pourrait le croire.

En fait, je n'ai pas eu le sentiment qu'il y avait de la haine envers le peuple ukrainien ou la nation ukrainienne. Il ne fait aucun doute que les Russes détestent Zelensky et qu'ils détestent les gens qu'ils qualifient de nazis. Et, comme vous le savez bien, on parle de dénazification. Mais il n'y a pas vraiment d'animosité envers le peuple ukrainien ou la nation ukrainienne, à proprement parler. Ce n'est pas comme avec les Européens. Les Russes aiment les Européens, mais pas les Ukrainiens. Et si je le mentionne, c'est parce que cela me dit qu'on aurait pu trouver, je pense, une sorte de modus vivendi entre les deux camps, entre les Russes et les Ukrainiens, à Istanbul et à Anchorage, avec une diplomatie intelligente. Avec, je pense, de meilleurs dirigeants en Ukraine, et certainement en Occident. Mais ce n'est pas ce qu'il y a eu.

Au fait, encore un point là-dessus, puisque j'aborde le sujet. Vous vous souvenez : ce que je dis sur la manière dont les Russes perçoivent l'Ukraine et les relations russo-ukrainiennes, c'est exactement ce que Poutine a dit dans son célèbre article du douze juillet deux mille vingt et un. Dans cet article, il soutenait essentiellement — comme vous le savez bien, Glenn Diesen — que les Ukrainiens et les Russes sont des frères et des sœurs de sang. C'est, en substance, son argument. Et ce que je vous dis, c'est que j'ai été surpris d'entendre toutes sortes de gens, dans mes conversations, avancer pratiquement le même argument. Aucun d'eux n'a fait référence à l'article de Poutine du douze juillet deux mille vingt et un. C'est simplement ainsi qu'ils conçoivent les relations entre l'Ukraine et la Russie. Mais, quoi qu'il en soit, je pense que cela aurait pu contribuer à atténuer l'animosité entre les deux camps, une fois qu'un certain type d'accord aurait été trouvé.

#Glenn

Oui, eh bien, je me souviens de Lavrov. Il a écrit un article, en deux mille neuf ou quelque chose comme ça, où il expliquait que l'OTAN voulait transformer l'Ukraine en une autre Pologne. Mais il disait que c'était impossible, parce que l'Ukraine avait toujours eu une relation si étroite avec la Russie. Et cela reposait aussi sur certains faits. Les sondages montraient, en gros, que jusqu'en deux mille quatorze, jamais plus de vingt pour cent des Ukrainiens ne voulaient rejoindre l'OTAN. Mais il y a aussi cette raison : ils ont fait partie du même État pendant tant de centaines d'années. Et ce que je trouve souvent choquant, c'est que même au plus haut niveau, l'ancien chef de l'armée ukrainienne, Alexandre Syrsky, est russe.

Il est né en Russie. Il a fréquenté une académie militaire à Moscou. Son frère vit toujours en Russie. Enfin, il est russe, et il était à la tête de l'armée ukrainienne. Et si l'on passe du côté russe, Kirill Dmitriev, l'envoyé économique de Poutine, qui œuvre à resserrer les liens économiques entre les États-Unis et la Russie, est né à Kyiv. Il est donc né ukrainien. Alors, le sang, si vous voulez — c'est peut-être un terme un peu cru —, traverse les frontières. Ils ont toujours eu ce lien étroit. Et je crois que c'est Soljenitsyne qui avait un jour souligné que ce lien étroit était à double tranchant. Pour certains Ukrainiens de l'Est, cela signifiait, vous savez : nous formons un seul peuple avec les Russes, nous sommes frères.

Dans de nombreuses régions de l'ouest de l'Ukraine, où les liens sont moins forts, cette relation étroite est vue comme un vestige impérial. Comme quelque chose qui permet aux Russes de réduire la souveraineté et la puissance de l'Ukraine, et de lui refuser un statut indépendant. C'est donc, je pense, l'une des sources de la rivalité interne en Ukraine, ainsi que de certaines tensions entre l'Ukraine et la Russie. Et je pense que c'est, vous savez, la terrible boîte de Pandore que l'OTAN a ouverte en décidant de renverser le gouvernement et de tenter d'attirer l'Ukraine dans son orbite. On ne peut pas simplement construire un mur et faire comme s'il s'agissait d'une autre Pologne, un pays qui a une histoire claire et un consensus évident de méfiance envers la Russie.

#John Mearsheimer

Oui, oui. Eh bien, il faut se rappeler que, dans le cas polonais, en mille neuf cent trente-neuf, la Tchécoslovaquie était l'État le plus hétérogène d'Europe sur le plan ethnique. Mais le deuxième État le plus hétérogène d'Europe à cette époque, c'était la Pologne. Puis, à la suite de la guerre, de l'Holocauste, et du fait que Staline a retiré à la Pologne une grande partie de ses territoires orientaux, tout en lui donnant une vaste portion de territoire allemand à l'ouest — avant d'en expulser les Allemands —, on a créé un État polonais remarquablement homogène après la guerre. Encore une fois, en mille neuf cent trente-neuf, la Pologne était un État très hétérogène. Mais en mille neuf cent quarante-six, c'était devenu un État assez homogène.

Le problème avec l'Ukraine, c'est qu'à l'intérieur même de l'Ukraine, il y a une très grande hétérogénéité, comme vous le décriviez. Moi, je parlais davantage de la relation entre la Russie et l'Ukraine, et je faisais abstraction de la situation à l'intérieur de l'Ukraine. Et vous avez eu raison de souligner que c'est plus délicat. Mais je ferais remarquer, Glenn, que les accords de Minsk étaient conçus pour traiter ce problème. Et si nous, en Occident, avions pleinement œuvré à leur mise en application, nous aurions peut-être pu faire beaucoup pour atténuer le problème que vous décriviez à l'intérieur de l'Ukraine. Là encore, c'est différent du problème que je décrivais, qui concernait les relations entre l'Ukraine et la Russie. Mais tout cela est perdu désormais, et nous nous retrouvons dans cette situation désastreuse, pour revenir à l'article de Ioulia Mendel.

#Glenn

Oui, bon, mes détracteurs me demandent souvent : si vous étiez Polonais, est-ce que vous ne voudriez pas faire partie de l'OTAN dans les années quatre-vingt-dix ? Parce qu'on ne peut jamais savoir ce que la Russie fera à l'avenir. Et ma première réponse serait : oui, bien sûr. Je peux comprendre cette histoire difficile. Je peux comprendre ce que c'est que d'être un petit État, plus faible, à la frontière d'un État bien plus grand et puissant. Je comprends cette histoire difficile. Mais le problème, c'est que la sécurité internationale est dictée par la compétition en matière de sécurité. Davantage d'armes ne donnent pas toujours davantage de sécurité. Étendre un bloc militaire à la frontière d'une grande puissance ne crée pas forcément plus de sécurité. L'adversaire doit alors prendre des mesures pour renforcer sa propre sécurité, et c'est ainsi qu'on finit par se retrouver dans des conflits.

Toutes ces émotions, toute cette rhétorique, ce qui est légitime ou non, ça ne traite pas le cœur du problème. Autrement dit, comment atténuer la compétition en matière de sécurité ? Et on dirait que la seule réponse que nous avons, en Occident, c'est : eh bien, il faut simplement que l'OTAN s'élargisse davantage. Il faut plus d'armes. Il faut essayer d'affaiblir les Russes. À aucun moment, il ne semble venir à l'esprit qu'on pourrait peut-être chercher un moyen de réduire les menaces perçues par la Russie. Car, à terme, cela renforcerait aussi notre propre sécurité. Je veux dire, pour l'Europe, qui s'est définie depuis la Seconde Guerre mondiale comme un projet de paix, le fait qu'on ne puisse même pas parler aux Russes, qu'on ne puisse pas parler de réduire les menaces réciproques en matière de sécurité... C'est stupéfiant.

#John Mearsheimer

Oui, pardon. Est-ce que je peux simplement faire deux remarques sur ce que vous dites ? Bien sûr. Comme vous le savez, la Pologne est entrée dans l'Alliance en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, avec la Hongrie et la République tchèque. C'était la première vague d'élargissement. Puis, la deuxième vague a eu lieu en deux mille quatre. Et là, l'élargissement le plus important, je pense, concernait les États baltes. Mais les États baltes ont été intégrés à l'OTAN, et cela a évidemment mis les Russes en colère. La première vague les a mis en colère, mais la deuxième, en deux mille quatre, avec l'entrée des États baltes, les a, je pense, vraiment énormément contrariés.

Mais ensuite, en deux mille huit, la décision est prise d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie. Et bien sûr, une guerre éclate en Géorgie, en août deux mille huit. Au même moment, les tensions commencent à monter en Ukraine. Je pense qu'on peut soutenir, Glenn, que l'OTAN a réussi à faire entrer la Pologne, et même à faire passer la deuxième vague d'élargissement, avec les États baltes, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie, la Slovaquie, et ainsi de suite. Mais l'Ukraine, c'était aller trop loin. Et je crois que les faits montrent clairement que, dès le départ, tout le monde comprenait que faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN était une idée vraiment dangereuse.

Et on le voit dans les documents des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, lorsque l'élargissement de l'OTAN était encore discuté sur un plan théorique, avant le premier élargissement de quatre-vingt-

dix-neuf. Tout le monde comprenait que l'Ukraine était un cas très particulier. Donc, je pense que, d'une certaine manière importante, nous avons réussi à faire entrer la Pologne dans l'Alliance, et même les États baltes ainsi que les différents autres États de la deuxième vague. Mais faire entrer l'Ukraine et la Géorgie, c'était aller trop loin. Et, dans les deux cas, nous avons eu des guerres. C'est mon premier point. Mon deuxième point, c'est que j'ai eu, un jour, une très longue conversation avec Viktor Orbán, lorsqu'il était le dirigeant de la Hongrie.

Et il m'expliquait comment les Polonais envisageaient la guerre en Ukraine, par rapport à sa propre vision de cette guerre. À l'époque où ces conversations entre Orbán et les Polonais ont eu lieu, la Pologne avait un gouvernement très conservateur. Et Orbán était sur la même longueur d'onde que les dirigeants politiques polonais, parce qu'ils étaient idéologiquement conservateurs, d'accord ? Mais leurs relations se sont fortement dégradées, en grande partie à cause de leurs visions différentes de la guerre en Ukraine. La position d'Orbán, c'est qu'il ne fait aucun doute qu'il faut s'inquiéter de la menace russe. L'ampleur de cette menace russe, ça se discute. Mais, compte tenu de l'histoire de la Hongrie, nous nous méfions de la Russie. En revanche, ce que nous ne voulons pas faire, c'est provoquer les Russes. Il disait que la vision polonaise de la manière de gérer la Russie est très différente. Leur idée, c'est qu'ils ne veulent pas être un État en première ligne.

Ils veulent faire de l'Ukraine un État de première ligne. Et les Polonais pensent que faire entrer l'Ukraine dans l'Alliance ferait de l'Ukraine, et non de la Pologne, l'État de première ligne. Et puis, si vous faites entrer l'Ukraine dans l'Alliance, alors que les Polonais et les États baltes en font déjà partie, les forces militaires américaines se déplaceront en grand nombre bien plus à l'est. En substance, le parapluie de sécurité américain couvrira alors la Pologne de manière vraiment sérieuse. Cela ira bien au-delà du simple fait, pour la Pologne, d'être membre de l'OTAN, ce qui s'est évidemment produit en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf. Donc, selon Orbán, les Polonais ont accueilli favorablement la guerre en Ukraine parce qu'ils pensaient qu'elle renforcerait leur position en matière de sécurité.

Encore une fois, parce que l'Ukraine serait en première ligne, et que les Américains seraient davantage impliqués en Europe de l'Est qu'ils ne l'étaient avant deux mille quatorze. Mais Orbán estime que cela ne marchera pas. Que cela se retournera contre eux. Les Russes ne perdront pas en Ukraine, parce qu'Orbán avait clairement compris que, du point de vue de la Russie, c'était une menace existentielle. Et tenter de faire entrer l'Ukraine dans l'Alliance, c'était simplement, vous savez, ouvrir la boîte de Pandore. Au bout du compte, les Polonais comme les Hongrois se retrouveraient dans une situation pire. Et je pense qu'Orbán avait vu juste. Je le pensais déjà à l'époque où je m'entretenais avec lui. Mais je crois que les événements sont en train de le confirmer.

#Glenn

Enfin bref. Non, non, il y a beaucoup d'éléments qui étayaient cette position. Je veux dire, quand l'OTAN a décidé de s'élargir en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, Gorbatchev, entre toutes les personnes, soulignait que ce n'était pas seulement une question concernant la République tchèque,

la Hongrie et la Pologne, ces trois pays rejoignant l'OTAN. Il disait que le problème était bien plus vaste. C'était le rejet de toute cette architecture de sécurité paneuropéenne, inclusive, sur laquelle nous nous étions mis d'accord. Et, encore une fois, de tout ce rêve d'une maison commune européenne. À la place, cela laisserait la Russie face à un statu quo défavorable. Vous savez, les lignes de division ne seraient tout simplement pas supprimées. Elles seraient simplement déplacées un peu plus vers la Russie. Mais, encore une fois, comme vous l'avez dit, cela ne constituait pas en soi une menace existentielle.

Mais si vous vous plongez dans la littérature des années quatre-vingt-dix, vous savez, les critiques occidentaux de l'élargissement de l'OTAN formulaient essentiellement la même objection : si on commence à l'élargir, où est la barrière naturelle ? Où s'arrête-t-on ? Et à un moment donné, on va arriver à l'Ukraine. Et tout le monde savait que c'était là que la bombe explosait. Donc, je pense que c'est l'erreur de calcul polonaise. Toute cette idée selon laquelle on pouvait s'étendre à la Pologne, puis aux États baltes, et que les Russes finiraient par accepter le nouveau statu quo. Mais ils ne peuvent pas accepter une OTAN en Ukraine. C'est là que la menace existentielle entre en jeu. Et je pense que c'est le principal défaut de notre approche en Occident. Nous refusons toujours d'admettre que c'était une menace existentielle pour la Russie. On qualifie même de pro-russe le fait de défendre cet argument. Mais si vous ne reconnaissez pas cela, vous vous dirigez vers une catastrophe. Et c'est ce que nous avons fait, je pense. Bref, avant de terminer, une dernière réflexion ?

#John Mearsheimer

Non, je pense avoir abordé tous les différents points que je devais soulever. Je trouve que c'est une situation profondément déprimante. Je ne sais pas quoi dire de plus.

#Glenn

Oui, non, je suis tout à fait d'accord. Je ne pense pas que l'Histoire sera clémente, Hannes, au regard des choix qui ont été faits, et de toutes ces possibilités qui existaient de trouver la paix. Et comme vous l'avez dit, si c'est la voie sur laquelle nous nous engageons, je pense que c'est la mort de la nation ukrainienne. Oui, cela finira par être une tragédie pour tout le monde. Enfin bref, sur ce point, pardon.

#John Mearsheimer

Permettez-moi juste de faire une remarque rapide. Pardon, juste une remarque rapide. Je crois que s'ils nous avaient écoutés, des gens comme nous, Alexander Mercouris et bien d'autres, l'Ukraine existerait aujourd'hui dans ses frontières de deux mille quatorze. La Crimée et ces quatre oblasts que les Russes ont désormais annexés feraient partie de l'Ukraine. Je pense que c'est pour cela que j'

affirme depuis longtemps — et je sais que vous êtes d'accord — que l'Occident, et surtout les Américains dans ce cas, portent la responsabilité principale de ce qui est arrivé à l'Ukraine. Je veux dire, l'Ukraine a évidemment sa propre capacité d'action. Zelensky compte.

Les Européens comptent. Je ne veux pas le nier. Mais le moteur de l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN, en deux mille huit, c'était les États-Unis. Et jusqu'à l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, en janvier deux mille vingt-cinq, nous les avons trahis à chaque étape. Nous, les Américains. Et c'est certainement vrai de l'administration Biden, qui n'a rien fait pour empêcher la guerre d'éclater, le vingt-quatre février deux mille vingt-deux. Les États-Unis, les Européens et, bien sûr, le gouvernement Zelensky, portent donc une énorme part de responsabilité dans ce qui s'est passé ici.